

Congress of the United States
House of Representatives
Committee on Appropriations
Washington, DC 20515-6015

Examen des operations et des mesures de maintien de la paix des Nations
unies

25 janvier 1995, 14 h.

Subcommittee on the Departments of Commerce, Justice, and State, the
Judiciary, and Related Agencies

Liste des témoins

Dick Thornburgh, Kirkpatrick & Lockhart, ancien sous-secrétaire général pour
l'administration et l'organisation des Nations unies.

Ambassadrice Jeane J. Kirkpatrick, ancien professeur, American Enterprise
Institute, ancienne représentante des USA aux Nations unies.

John R. Bolton, président, National Policy Forum, ancien secrétaire adjoint
aux Affaires étrangères chargé des organisations internationales.

Ambassadeur Frank Ruddy, ancien vice-président, référendum pour le Sahara
occidental, opération de maintien de la paix MINURSO.

Declaration de Frank Ruddy

devant la

Subcommittee on the Departments of Commerce, Justice, and State, the
Judiciary, and Related Agencies

Je suis honore d'etre invite aujourd'hui devant une assemblee aussi
distinguee. Je parlerai brievement de la Mission des Nations unies pour le
Referendum au Sahara occidental, ou j'ai passe la plus grande partie de
l'annee ecoulee (1).

D'autres bien mieux informes que moi ont ecrit des livres sur l'histoire et
l'evolution politique du Sahara occidental. Je dirai seulement que le Sahara
occidental est l'ancien Sahara espagnol. La MINURSO a ete mise en place en
septembre 1991) pour surveiller le cessez-le-feu qui a mis fin a la guerre
entre le Maroc et le Front Populaire pour la Liberation de Saguia el Hamra
et Rio de Oro, mieux connu sous le nom de POLISARIO, apres le retrait de
l'Espagne, et 2) pour mener a bien un referendum sur l'avenir de cette
region.

Le referendum, prevu a l'origine en 1992, doit decider si le Sahara
occidental deviendra un etat independant ou fera partie du Maroc. La

derniere date prevue pour le referendum etait fixee au 14 fevrier 1995 et meme Sa Majeste le roi Hassan II du Maroc declarait en novembre dernier qu'il etait certain a 100% que le referendum aurait lieu a ce moment-la. Depuis lors le referendum a ete repousse a novembre 1995. Au moment ou je parle les travaux referendaires pietinent a nouveau au prix de 100,000 \$ par jour, selon les estimations de la MINURSO elle-meme.

COMMENT METTRE EN ROUTE LE REFERENDUM:

L'enregistrement des candidats electeurs potentiels est le premier pas de tout referendum: il faut donc faire venir les gens dans les bureaux de l'ONU afin d'etablir leur eligibilite a voter.

COMMENT NE PAS METTRE EN ROUTE LE REFERENDUM:

En 1993 la MINURSO a decide de ne pas enregistrer elle-meme les candidatures

mais de deleguer cette operation cruciale aux parties: les Marocains ont enregistre leur population dans leurs propres centres au Sahara occidental et le POLISARIO a fait de meme dans le sud algerien. La MINURSO s'est contentee d'accepter les donnees que les parties ont choisies de fournir. Ce fut une decision peu judicieuse.

QU'EST-CE QUI A MAL TOURNE ?:

Nos membres arabophones de la Commission d'identification m'ont rapporté que

des Sahraouis qui se présentaient pour ce qui s'appelle l'identification se sont plaints à eux (en hassaniya, le dialecte arabe local) que des membres de leurs familles et des amis avaient rempli des formulaires de candidature dans les centres marocains mais qu'ils ne figuraient pas sur les listes des personnes à identifier et étaient donc exclus du vote. D'autres se plaignaient que des proches et des amis figuraient sur la liste pour être identifiés mais les Marocains leur refusaient l'accès au moyen de transport.

(Un mot d'explication. Seuls les indigènes choisis par les Marocains sont autorisés à entrer dans le centre d'identification de la MINURSO ou dans un quelconque bureau de l'ONU. La police renvoie tous les autres. Des personnes qui viennent pour être identifiées à une date précise ne peuvent pas simplement entrer. Elles sont rassemblées par les Marocains à un endroit central et amenées par véhicule au centre d'identification de la MINURSO). De cette façon les Marocains contrôlent ceux qui seront identifiés. Ce n'est certainement pas la façon prévue et ce n'est pas le genre de processus que les Nations unies sont supposées mettre en place. Toutes ces informations ont été transmises par voie officielle à la MINURSO. Ces faits n'ont jamais été abordés avec les Marocains, à ma connaissance, et le quartier général de

l'ONU a New York ne fut certainement jamais informé.

C'est pour la même raison que notre projet de faire remplir les formulaires de candidature des Sahraouis dans nos centres a échoué. Personne n'était autorisé à nous approcher sans l'accord du gouvernement marocain.

Une autre observation: quelques Sahraouis qui ont dénoncé ces pratiques marocaines ont demandé à ce que le personnel de l'ONU les surveille après qu'ils aient quitté le bureau, au cas où ils venaient à disparaître.

Plusieurs ont déclaré craindre pour leur vie si les Marocains les voyaient parler à des membres de l'ONU. D'autres ont demandé qu'on évite de les reconnaître en dehors du centre onusien. Le terme "terrorisé" semble trop fort, mais ils étaient effrayés. Leurs déclarations me faisaient penser à l'Afrique du Sud au début des années 70 quand des noirs vous parlaient librement dans la sécurité de l'ambassade américaine et prétendaient ne plus vous connaître dès qu'ils avaient quitté les lieux.

J'aimerais préciser que quand j'utilise le mot "Marocains" je me réfère au personnel du Ministère de l'Intérieur qui tirait les ficelles au Sahara occidental. C'est difficile à croire et personnellement je ne le crois pas, qu'un homme d'état comme le roi Hassan II, ait connaissance, voire même autorisé, un comportement de type mafieux de la part de ses représentants.

COMMENT DEVRAIT SE DEROULER L'IDENTIFICATION:

Après l'enregistrement, il faut examiner si le candidat est habilité à voter. Pour ce faire une partie de la MINURSO appelée Commission d'identification enquête et statue comme un tribunal. C'est ce processus qui est continuellement et actuellement freiné dans la MINURSO.

Il y a 233'000 candidats à voter, et tous doivent comparaître devant la Commission d'identification en un certain lieu pour être identifiés. Si vous ajoutez 10%, une estimation raisonnable au dire de tout le monde pour tenir compte d'autres votants potentiels vivant dans des endroits éloignés d'Algérie, de Mauritanie ou aux Canaries, en Espagne ou en France, le nombre total dépasse 250'000. Il faut 7 minutes dans les cas les plus simples pour identifier quelqu'un, et, comme on l'a vu en décembre 1994, les centres d'identification de la MINURSO peuvent identifier en moyenne environ 400 personnes par jour. Ce n'est qu'une petite partie des 250'000. Le processus, bien qu'aucune faute ne puisse être imputée au personnel de la Commission d'identification qui travaille très dur, se déroule à une vitesse d'escargot. Même avec le scénario le plus optimiste, dont les problèmes ne seraient que techniques et logistiques, et même si les équipes d'identification sont multipliées par dix, le poids du nombre rend

virtuellement impossible de terminer le processus pour novembre 1995.

Ajoutez a cela un effort conscient d'obstruction, comme c'est le cas en ce moment meme et la date de novembre 1995 devient utopique.

LES TACTIQUES D'OBSTRUCTION:

Des experts de la politique marocaine m'ont dit que ce pays ne veut pas du referendum parce que les risques sont plus importants que les gains possibles et que le statu quo n'est pas si mauvais; d'autre part que le Maroc ne peut pas se permettre le role du mechant et qu'il trouvera les moyens de ralentir le processus jusqu'a ce que tout le monde soit degoute.

N'etant moi-meme pas expert je leur laisse la responsabilite de leur analyse. J'aimerais seulement mentionner qu'en decembre de l'annee passee le

Maroc a interrompu le processus d'identification pendant plus d'une semaine, au cout encore une fois de 100'000 \$ la journee, a cause de l'utilisation d'un adverbe dans un formulaire propose par la MINURSO. Il en resulta un echange de lettres formelles et une bonne dose de gamineries. Si le Maroc avait interet a clarifier le probleme, il me semble qu'on aurait pu regler l'affaire en deux minutes avec un coup de telephone ou une rencontre avec le responsable francophone, un ancien ambassadeur togolais, qui avait redige le projet.

Durant ce meme mois l'officier de liaison marocain avec la MINURSO se vantait publiquement dans un bar, devant des membres de la MINURSO, qu'il pouvait a lui tout seul decider si l'identification continuait le lendemain (comme c'etait prevu), et pour le prouver il prit le telephone (il etait alors environ minuit), et, devant tout le monde, annula les seances de la commission prevues pour la semaine suivante.

Ce ne sont pas la des interventions de personnes desirant serieusement l'avancement du referendum ou soucieuses d'economiser l'argent des Nations unies. Ces actions demagogiques auraient du etre rapportees a l'ONU a New York, mais elles ne l'ont jamais ete.

Le processus d'identification devait commencer le 16 juin 1994, mais son debut a ete reporte de deux mois et demi, ce qui a coute des millions de dollars, pendant que l'ONU, le POLISARIO et le Maroc negociaient sur la question de savoir comment appeler les observateurs de l'OUA qui devaient venir surveiller l'identification. Les Marocains ont quitte l'OUA il y a des annees quand elle reconnut la Republique Arabe Sahraouie Democratique fondee

par le POLISARIO et maintenant le Maroc declarait qu'il ne voulait pas de representants de l'OUA au Sahara occidental. Le POLISARIO insistait en disant que les representants de l'OUA etaient parties prenantes au processus referendaire et devaient etre presents. A la fin un compromis quant a leur denomination fut obtenu et on leur permit d'entrer. L'ironie c'est que tout ceci aurait pu etre discute en 1993, qu'il n'y avait aucune raison de

ressortir l'affaire en 1994 comme chacun le sait, sinon celle de ralentir pour ralentir.

FRAUDE

La Commission d'identification delivre a chaque personne un recepisse et quand les conclusions seront publiees, les personnes habilees a voter echangent ce reçu contre une carte d'electeur. Il est arrive a Laayoune que des Sahraouis, ramenes des centres d'identification par les vehicules dont je parlais, ont ete forces de remettre leurs recepisses aux Marocains avant de quitter les camions. Ceci permet tout a fait a de faux electeurs d'echanger un recepisse contre une carte d'electeur. C'est un probleme tres serieux, en effet, et il fut communique a la MINURSO par voie officielle. L'ONU a New York ne fut jamais informee.

Le processus d'identification a vraiment commence le 28 aout 1994, simultanement au Sahara occidental et au sud de l'Algerie. On peut dire avec certitude que, a partir de cette date, la MINURSO a cesse d'etre une operation menee par l'ONU et qu'elle est devenue l'instrument de la domination marocaine sur le processus d'identification.

Il faut une autorisation gouvernementale pour acheter un espace dans les

medias marocains et le Maroc a toujours empeche la MINURSO d'acheter un espace dans les journaux ou a la radio pour appeler les gens a s'enregistrer et a participer au processus d'identification. Ce sont des bagatelles compare a ce qui allait arriver apres le 28 aout. Harold MacMillan un jour a raconte comment les Borgia s'etaient emparees d'une ville du nord de l'Italie. En voyant les Marocains a l'oeuvre je pensais a cette description.

QUELQUES EXEMPLES:

Le 27 aout, veille du debut du processus a Laayoune, l'officier de liaison marocain avec la MINURSO s'adressa au chef de la Mission dans un restaurant devant des Marocains et le staff de la MINURSO et lui ordonna de retirer tous les drapeaux onusiens du batiment de l'ONU ou l'identification devait se derouler, sinon il stopperait l'identification. Malheureusement le chef de la Mission accepta et meme le drapeau de l'ONU fut enleve dans la piece ou la ceremonie d'ouverture devait se tenir. Cet evenement honteux etait probablement trop embarrassant pour etre rapporte au quartier general de l'ONU a New York. De toutes façons ce ne fut jamais le cas.

Pendant la premiere session d'identification a Laayoune des "journalistes" marocains photographiaient et filmaient en video chaque minute de chaque jour et prenaient en photo chaque Sahraoui qui venait pour etre identifie. Ces "journalistes" etaient des membres de la Securite d'etat marocaine,

comme l'ont remarqué les membres de notre service de presse et le chef de notre police civile (CIVPOL). Preuve en est qu'aucune seconde de ces heures de prises de vue n'apparut jamais à la télévision marocaine. Cette couverture médiatique abusive flagrante n'a jamais été signalée à l'ONU à New York.

Quelques semaines plus tard des écoutes téléphoniques furent découvertes sur les lignes locales et sur toutes les lignes internationales du quartier général de la MINURSO. Les écoutes aboutissaient à une ligne marocaine locale. Ces faits ont été étouffés. Il n'y eut aucune enquête, mais le principal suspect fut immédiatement transféré. Auparavant déjà le courrier avait été régulièrement ouvert et les bureaux du personnel de la MINURSO régulièrement visités, mais ceci était nouveau. Big Brother, en plus de nous surveiller, maintenant nous écoutait et l'ONU à New York n'a jamais été informée.

Durant les semaines suivantes les Marocains nous dictèrent même notre travail et nos horaires de vol. Quand les observateurs marocains décidaient de se rendre au Sahara occidental, nous pouvions travailler. Ils insistaient aussi pour que les avions de l'ONU volent à vide et à grand frais, de leur base de Laayoune à travers le désert jusqu'aux camps du POLISARIO à Tindouf, afin de prouver qu'ils contrôlaient le processus. Ce gaspillage inexcusable d'heures de vol et de carburant n'a jamais été rapporté à New York. Une fois que les

critiques de cette façon de faire devinrent publiques, c'est assez intéressant et exemplaire de la façon de travailler de l'ONU, la MINURSO poursuivit les vols en transportant quelques observateurs militaires, afin que personne ne puisse dire que les avions étaient vides.

A une autre occasion le Maroc annonça qu'un membre du staff de la MINURSO ne

pouvait plus retourner au Sahara occidental en raison des propos

incendiaires et provocateurs qu'il avait tenus lors de son travail

d'identification en Algérie. Heureusement un enregistrement vidéo et audio

de ces paroles existait, prouvant qu'elles étaient parfaitement innocentes.

La note marocaine protestant contre ces propos, qui n'étaient ni préparés ni disponibles à l'avance, fut remise au représentant de la MINURSO avant même

qu'ils n'aient été prononcés. C'était un cas clair d'intimidation, mais, sur

pression marocaine, le chef de la Mission releva la personne concernée de

ses fonctions. L'incident n'a pas été rapporté à l'ONU à New York. Un mois

plus tard j'ai décidé que je devais le faire. Une fois l'action marocaine

rendue publique la personne sanctionnée a été autorisée à retourner au

Sahara occidental.

A Laayoune les Marocains continuent de traiter les installations de l'ONU

comme les leurs propres, organisant des inspections par des pompiers chaque

fois qu'ils le veulent et laissant les installations ouvertes pour permettre

des arrivees tardives. Ce n'est pas une question d'ouvrir ou fermer, mais une question d'horaire (quand ouvrir, quand fermer).

Un jour le responsable marocain de liaison avec la MINURSO arrivant au centre d'identification fut fache de devoir attendre quelques instants qu'on ouvrit la porte pour le faire entrer, comme il dit, "chez moi%" (2). Et c'est ainsi qu'en raison de la faiblesse de la MINURSO, les Marocains ont ete autorises a croire qu'ils etaient chez eux dans les locaux de l'ONU a Laayoune.

L'ambassadrice Albright a eu l'amabilite de m'inviter a New York pour lui communiquer mon rapport sur la MINURSO et je l'ai fait. J'ai aussi ete appele a faire part de mes observations concernant toutes les irregularites d'approvisionnement de la MINURSO a un membre de son equipe et je le ferai. Je n'ai pas du tout ete surpris d'entendre l'ambassadrice Albright dire que les problemes de la MINURSO ne sont pas d'ordre politique mais organisationnel et contrecarrent les lignes des partis. Dans ces temps difficiles il ne suffit pas que l'ONU essaie de faire de son mieux. Il n'y a pas assez d'argent pour cela. L'ONU doit, ainsi que l'a dit l'ambassadrice dans un article du Baltimore Sun l'ete dernier, "montrer des resultats". J'ai lu la transcription des reunions privees du Secretaire general quand il etait en Algerie et au Sahara occidental en novembre dernier et j'ai eu l'honneur de l'accompagner dans sa tournee de la MINURSO. Il a ete discret. Il etait tres conscient du souci budgetaire manifeste par ce Congres (ce

qu'il appelait "une nouvelle attitude negative chez les Americains") (3) et il a parle d'amours difficiles. C'est trop exiger de la part de l'ONU que de perdre son temps avec des adversaires qui n'ont pas la volonte de resoudre leurs differends. Ironie du sort, au moment ou il parlait, la situation au Sahara occidental s'etait une fois de plus degradee et n'a fait qu'empirer apres son depart.

Bien des membres de la MINURSO que je respecte, des gens du Moyen Orient et

du Maghreb ainsi que des connaisseurs du monde arabe, me disent que

l'emprise marocaine sur la MINURSO est bien trop forte pour en etre eliminee. La MINURSO, disent-ils, a perdu toute credibilite. Je ne pense pas

que ce soit le cas. Il est vrai que tous deux, aussi bien les Marocains au Sahara occidental que la MINURSO, ne sont plus sous controle

(out-of-control) en ce moment. Je pense que si en haut lieu on montre a

Rabat et au palais ce qui ete manigance par des voyous en leur nom, on

obtiendra les changements necessaires. Actuellement, pour citer Voltaire,

c'est pire qu'un crime, c'est une faute et Sa Majeste le roi Hassan II ne

fait pas beaucoup de fautes. Les Nations unies ne peuvent compter sur leur

bureaucratie inefficace pour remedier aux problemes d'organisation de la

MINURSO, mais cette meme "nouvelle attitude negative chez les Americains"

(4) , dont Boutros-Ghali a parle, peut faire des miracles en obligeant les

Nations unies a porter un regard severe sur la MINURSO et son organisation,

qui ne rend des comptes a personne et opere avec une mentalite de colon.
Une

bonne equipe de gestionnaires pourrait nettoyer la place et retablir la
credibilite de la MINURSO aux yeux du Conseil de Securite et de la
communaute internationale.

Merci beaucoup.

© traduction ARSO, CH-2800 Delemont

notes:

1)M.F.Ruddy a fonctionne comme vice-prsident de la Commission
d'identification de la MINURSO (n.d.t)

2)/3)/4) en francais dans le texte, (n.d.t.)

ARSO